



POLITIQUE



En dehors des rencontres

Qu'attend Jean-Pierre Fabre pour s'illustrer vraiment sur le terrain ?

Le président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), Jean-Pierre Fabre, par ailleurs maire de la commune du Golfe 4 dans le Grand ...

PAGE 3

ACTUALITE



Criminalité

Des cambrioleurs âgés d'une vingtaine d'années arrêtés par la police à Avépozo

Ces jeunes, selon les forces de l'ordre, passaient leurs temps à cambrioler les populations à Avépozo, jusqu'à ce que les agents du commissariat leur mettent la main dessus.

PAGE 11

Grâce à la Croix Bleue du Togo

La ligne verte "Allo croix bleue" s'offre aux populations togolaises

La Croix Bleue du Togo a tenu, le lundi 08 février 2021 à Lomé, une conférence de presse ...

PAGE 11

Partage du pouvoir

Le MPDD fait-il des clins d'œil au pouvoir de Faure Gnassingbé ?

Le Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement (MPDD) d'Agbéyomé Messan Kodjo qui a été le porte-flambeau de la Dynamique monseigneur Kpodzro (DMK) lors de l'élection présidentielle du 22 février 2020 continue de contester la ...



PAGE 3



Partagé entre la sécurité et le social,

Faure Gnassingbé remobilise les troupes de l'opération Koundjoaré

La question aujourd'hui n'est plus de savoir si le terrorisme constitue une réelle menace pour le Togo. Désormais, la question qui doit intéresser les uns et les autres est de savoir comment on fait pour éviter que les extrémistes s'en prennent au territoire national. Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé s'intéresse au volet sécuritaire, mais aussi au volet social.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Vaccins anti Covid-19 : « Il faut acheter un peu de chaque catégorie », selon le professeur Didier Ekouévi

Quel type de vaccin le Togo achètera ? « Un peu de tout », répond le professeur Didier Ekouévi, président du Conseil scientifique. Mais, étant donné que le degré d'efficacité varie d'un vaccin à un autre, un travail de sélection rigoureux doit se faire.

Pour obtenir les vaccins, le Togo a souscrit à l'initiative Covax pilotée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Récemment, l'on a appris que pour sa première livraison, notre pays bénéficiera de 636 000 doses de vaccins. Et puis, il y a aussi une initiative pilotée par l'Union africaine et qui devrait permettre à nos pays d'obtenir des vaccins. Mais cela n'empêche pas les autorités togolaises d'initier l'acquisition indépendante des vaccins.

Les membres du Conseil scientifique avaient affirmé que le Togo pourrait acquérir certains ...

PAGE 3

Agro-industrie

«Cajou du centre» a bénéficié d'un financement de 600 millions FCFA à travers le Mifa S.A.

Dans sa démarche d'accompagner les producteurs à trouver du financement, le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (Mifa S.A.) a appuyé l'entreprise ...



PAGE 5



SOMMAIRE

Etats-Unis / Destitution
Second procès en destitution de Donald Trump: le jeu en vaut-il la chandelle?



P 4

Théâtre / Chemins de croix
Un empire dans lequel tout est conditionné ?



P 9

L'éducation à l'environnement et aux changements climatiques est une obligation



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

King Asso Concept, relance ses activités grâce à un financement de 2 060 000 FCFA obtenu du FNFI

Monsieur ASSOGBA Kodjo est le promoteur de King Asso Concept, un établissement de vente de produits surgelés situé à Agoè Vakpossito. Voulant à tout prix relancer ses activités impactées par le Covid 19, le jeune promoteur vient se renseigner au FNFI, se plie aux conditions requises et obtient par la suite un accompagnement à hauteur de 2 060 000 FCFA. Dans ce nouveau numéro de votre rubrique Echos des bénéficiaires des produits FNFI, Togo Matin partage avec vous les témoignages de ce jeune promoteur. Reportage...

Après avoir pris conscience qu'il lui fallait nécessairement trouver un coup de pouce financier pour se remettre en selle et dynamiser ses activités, ASSOGBA Kodjo décide de se rapprocher du FNFI pour se renseigner davantage sur les conditions d'obtention du crédit de relance mis en route depuis août 2020.

"L'établissement King Asso Concept est spécialisé essentiellement dans la vente des produits surgelés. Depuis l'avènement du Covid-19, nous faisons face à des difficultés, notamment un ralentissement dans les activités, des difficultés d'approvisionnement avec la fermeture des frontières et puisqu'il y a eu une note officielle qui interdisait l'importation des poulets, nous sommes obligés de nous focaliser sur la vente des produits locaux, mais

ce type d'activité demande plus de moyens financiers. Il était question pour moi de pouvoir lever des fonds afin de me cantonner sur la vente des produits locaux dans le but de pouvoir satisfaire la demande de ma clientèle et tirer mon épingle du jeu", précise le promoteur.

C'est justement l'objectif du FNFI, en mettant en œuvre des mécanismes visant à aider les MPME à se remettre de la perturbation des activités causée par le COVID-19. L'établissement King Asso Concept qui depuis un temps, est confronté à plusieurs difficultés, s'est senti soulagé depuis son passage au FNFI, car ayant rempli toutes les conditions nécessaires, il a heureusement bénéficié d'un financement de 2 060 000 FCFA.

"Etant éligible, j'ai reçu un financement d'une



ASSOGBA Kodjo devant son établissement

valeur de 2 060 000 FCFA qui va me permettre de financer l'achat en grande quantité des produits locaux. Je pense également donner une meilleure visibilité à mon établissement en réalisant un totem publicitaire en y

mentionnant ma nouvelle branche d'activité qui est la commercialisation des produits locaux. Je n'ignore pas qu'il s'agit d'un crédit que j'ai reçu et je suis déjà en train de mettre en place une stratégie innovante afin de pouvoir rentabiliser mon

activité et pouvoir honorer mes engagements vis-à-vis du remboursement", conclut ASSOGBA Kodjo visiblement soulagé d'avoir réussi à remettre son établissement sur la bonne voie.

KD

Ceci est un programme du Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel



tm
TOGOMATIN

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
 Edité par DIRECT MEDIA RCCM
 N° TG_LOM 2015 B 1045
 BP : 30117 Lomé - Togo
 Tél : (+228) 22 25 02 23 /
 90 15 39 77 / 97 87 12 42
 Facebook: togomatin
 E-mail : atogomatin@gmail.com
 Site web: www.togomatin.tg
 Tw: @togomatin1
 Mson de la Presse: Casier N° 53
 Siège
 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
 Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
 Rachidou Zakari

Responsable web:
 Carlos Amevor

Comité de rédaction:
 Françoise Dasilva
 Alexandre Wémima
 Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
 Gloria Léma Yaglia

Service commercial:
 DIRECT AGENCE
 Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
 Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
 Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... vaccins par ses propres moyens. Que ce soit par ce moyen ou à travers l'initiative Covax, le choix du vaccin doit se faire sur des bases vraiment scientifiques, notamment l'innocuité, la facilité de conservation et le degré d'efficacité. Dans le cadre de l'initiative Covax, l'OMS et le Togo envisagent de se tourner vers les vaccins dont les données scientifiques

sont disponibles. Il s'agit des vaccins des laboratoires américain Pfizer et allemand BioNTech, du laboratoire américain Moderna. Le vaccin russe Spoutnik V longtemps rejeté par les occidentaux est subitement devenu crédible depuis quelques jours. Les Européens étant dans le besoin ont dû réexaminer leur position vis-à-vis de Vladimir Poutine et de son

vaccin. Il semble que les données du Spoutnik V soient désormais disponibles et plusieurs pays auparavant méfiants commencent par en commander. Le professeur Didier Ekouévi affirme qu'il est efficace. Il faut dire donc que ce vaccin pourrait aussi faire parti du lot que le Togo réceptionnera dans le futur. C'est le vaccin AstraZeneca (britannique) qui vient de

bénéficier d'une mauvaise publicité. Un laboratoire de Johannesburg à travers une étude, a annoncé il y a quelques jours que ce vaccin n'est pas efficace contre le variant sud-africain. D'autres vaccins pourraient aussi avoir certaines faiblesses. Cela veut dire que lorsque le professeur Ekouévi affirme qu'« il faut acheter un peu de tout »,

cela peut inquiéter. Il est normal que l'on se tourne vers plusieurs vaccins homologués ou ceux qui sont en élaboration, mais, cela doit se faire avec une grande vigilance. Le Conseil scientifique et la représentante de l'OMS au Togo rassurent toujours. Mais, la confiance n'exclut pas le contrôle.

Edem Dadzie

Partagé entre la sécurité et le social, Faure Gnassingbé remobilise les troupes de l'opération Koundjoaré

La question aujourd'hui n'est plus de savoir si le terrorisme constitue une réelle menace pour le Togo. Désormais, la question qui doit intéresser les uns et les autres est de savoir comment on fait pour éviter que les extrémistes s'en prennent au territoire national. Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé s'intéresse au volet sécuritaire, mais aussi au volet social.

Le Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (Ciplev) a été mis en place par les autorités togolaises pour faire face à la menace. Mais, il y a aussi l'opération Koundjoaré actuellement en cours dans le nord du Togo, point d'entrée possible des djihadistes. Et pour remobiliser les troupes, le président Faure Gnassingbé s'est rendu lundi dernier sur le terrain. Le chef de l'Etat n'a pas manqué de féliciter et

d'encourager les éléments des Forces armées togolaises (FAT) en poste dans cette zone sensible, pour leur engagement sans faille contre la menace terroriste. « Pendant longtemps, l'insécurité provoquée par les mouvements djihadistes et les groupes armés et terroristes s'est cantonnée dans les pays du Sahel. Mais les terroristes n'ont jamais caché à personne, leur objectif et leur ambition d'infiltrer les pays côtiers. S'ils ont réussi à disposer



Faure Gnassingbé s'adressant aux troupes

des bases et commettre à certains endroits des attentats, le Togo est jusqu'à présent préservé, et c'est grâce à la mission que vous remplissez efficacement», a déclaré le chef suprême des armées. Faure Gnassingbé est conscient que la vigilance

doit être renforcée. Et il l'exprime aux combattants.

« Nous sommes fiers pour ce que vous réussissez à faire chaque jour, c'est un combat de tous les instants. Mais, la suite risque d'être beaucoup plus difficile, parce que ces

groupes se renforcent eux aussi, bénéficient des fruits et du financement de la criminalité transfrontalière et sont plus aguerris », a-t-il poursuivi. La guerre contre le terrorisme ne fait donc que commencer....

« Faisons tout pour nous défendre et protéger notre souveraineté, l'intégrité nationale, nos populations et nos biens », a lancé le président de la République à l'endroit des troupes. Le chef de l'Etat pense aussi au social. Il a visité une école de la localité et a promis la construction d'infrastructures sanitaires répondant aux besoins des populations.

TM

Partage du pouvoir Le MPDD fait-il des clin d'œil au pouvoir de Faure Gnassingbé ?

Le Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement (MPDD) d'Agbéyomé Messan Kodjo qui a été le porte-flambeau de la Dynamique monseigneur Kpodzro (DMK) lors de l'élection présidentielle du 22 février 2020 continue de contester la réélection du président Faure Gnassingbé. Les autres partis membres de la DMK soutiennent cette démarche. Mais, lundi dernier, Gérard Adja le vice-président de cette formation politique a fait des déclarations qui font penser à plus d'un que les contestataires commencent à faire des clin d'œil au pouvoir de Lomé.

Le bras droit d'Agbéyomé Kodjo affirme que son parti est prêt à un partage du pouvoir. Il faut dire que c'est un revirement de situation. Les contestataires commencent visiblement par mettre de l'eau dans leur vin. Il n'y a pas mieux qu'une telle attitude. Lorsqu'on se rend compte que la méthode de la confrontation ne marche pas, il vaut mieux opter pour la méthode douce. Le MPDD se dit prêt à aller vers des discussions. « Nous ne sommes pas contre les discussions politiques », affirme Gérard Adja. Voilà qui est raisonnable. Mais, le parti d'Agbéyomé Kodjo avance en tenant le frein en main. « Nous disons qu'il faudra

régler d'abord des questions urgentes », poursuit le vice-président du MPDD. Mais, quelles sont ces questions urgentes qu'il faudra régler ? « Nous ne pouvons pas vivre dans une crise électorale et aller s'asseoir pour discuter d'autres choses. L'élection du 22 février 2020 n'est pas encore clôturée. Nous devons savoir qui a gagné et qui n'a pas gagné. Ensuite, chercher à négocier le passage du pouvoir et parler du retour de Dr Agbéyomé Kodjo lui-même pour participer à ces discussions », précise monsieur Adja. On peut dire que c'est là que les choses se gâtent. Le vice-président du MPDD vient de faire un

bond en arrière. Le pouvoir a déjà montré sa disponibilité à discuter. Mais, sommes-nous encore à l'étape de savoir qui a gagné ou non l'élection présidentielle du 22 février 2020 ? Ce que la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), la Cour constitutionnelle et tous les observateurs nationaux et internationaux ont dit n'est-il pas suffisant ? En remettant sur le tapis ce débat déjà vieux de plusieurs mois, le MPDD ne balise pas du tout la voie à la discussion qu'il souhaite lui-même. Espérons que c'est juste des manœuvres politiciennes visant à attirer l'attention de l'adversaire.

Dadzie

En dehors des rencontres Qu'attend Jean-Pierre Fabre pour s'illustrer vraiment sur le terrain ?

Le président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), Jean-Pierre Fabre, par ailleurs maire de la commune du Golfe 4 dans le Grand Lomé, a de nouveau rencontré une diplomate étrangère. Il s'agit de Jocelyn Caballero, l'ambassadrice de France au Togo. En dehors de ces rencontres, qu'attend le maire du Golfe 4 pour s'illustrer vraiment sur le terrain ?



Jean-Pierre Fabre

Il y a quelques mois, Jean-Pierre Fabre a reçu l'ambassadeur d'Allemagne au Togo, Matthias Veltin. Comme d'habitude les discussions ont tourné autour de la coopération. Ce fut la même chose avec Jocelyn Caballero il y a quelques jours. On parle même de jumelage avec des villes étrangères. Tout cela est bien beau. Mais, ...

Suite à la page 11

RDC

Après le PM Sylvestre Ilunga, le président du Sénat, autre proche de Kabila, visé par une destitution ?

La question mérite d'être posée même s'il ne s'agit que d'une requête visant à auditionner le patron du Sénat congolais. Dans cette ferveur optimiste où se trouve le président de la République Félix Tshisekedi, il est bien aisé de conclure à une autre tactique politique visant à écarter un autre proche de l'ex-président Joseph Kabila.



Alexis Thambwe Mwamba, président du Sénat de la RDC

Dans la lettre du 1er février 2021 écrite par le Procureur général près la Cour de cassation Victor Mumba Mukomo, le président du Sénat, Alexis Thambwe aurait tiré, le 6

janvier 2021 pour le compte du Sénat, trois chèques à la banque commerciale du Congo (BCDC), des sommes de 2 millions d'Euros, 1 million USD et 1 million de Francs congolais (500 USD).

« Le trésorier du Sénat aurait remis les montants au conseiller financier du questeur du Sénat. L'argent aurait été ensuite remis à Alexis Thambwe Mwamba à sa résidence », explique

le procureur général près la Cour de cassation dans son réquisitoire. Ce qui constituerait, selon lui, une infraction de détournement de deniers publics, prévue et punie par l'article 145 du code pénal livre II tel que modifié à ce jour.

Le procureur demande ainsi que soit entendu l'intéressé sur les griefs portés à son encontre afin de faire toute la lumière qu'il faut et, éventuellement, lever son immunité parlementaire pour la suite de la procédure si les faits sont avérés.

Visiblement, c'est une mauvaise saison qui s'annonce pour Alexis Thambwe Mwamba, cet autre fidèle de l'ancien président de la République Joseph Kabila. Visé par une pétition signée par plusieurs sénateurs acquis à l'Union Sacrée de l'actuel président, il doit en outre répondre aux soupçons de détournement des deniers publics.

En dehors de la RDC, cet ancien ministre de la justice de Kabila a été très actif, on

se rappelle, dans l'affaire « des mercenaires », qui a participé à la mise à l'écart de Moïse Katumbi. Un rôle qui lui a d'ailleurs valu d'être la cible d'une plainte aux États-Unis déposée par Darryl Lewis, un militaire américain que Katumbi avait recruté en 2016 pour assurer sa sécurité et qui avait été arrêté par les autorités congolaises, qui l'ont accusé de mercenariat.

Il est en outre visé depuis 2017 par une plainte pour crime contre l'humanité en Belgique pour son rôle dans le crash d'un avion, abattu par un tir de missile le 10 octobre 1998. L'attaque avait été revendiquée par Alexis Thambwe Mwamba, qui était alors le porte-parole de la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). Entendu en qualité de témoin par la justice belge en septembre 2018, Alexis Thambwe Mwamba n'a pas été mis en examen.

Alexandre Wémima

Etats-Unis / Destitution

Second procès en destitution de Donald Trump: le jeu en vaut-il la chandelle?

Accusé d'avoir incité ses partisans à l'insurrection et provoqué l'assaut du Capitole, le 6 janvier dernier, le milliardaire est le premier président de l'histoire des États-Unis à affronter cette procédure pour la seconde fois. Fait très rare également, des membres de son propre camp plaident en faveur de sa mise en accusation. Ce lundi matin, les avocats de Donald Trump ont transmis leur argumentaire au Sénat. Ils demandent tout simplement l'annulation du procès.



Donald Trump

«Ceux qui n'apprennent pas de l'histoire sont condamnés à la répéter», s'exclame le Républicain Adam Kinzinger qui cite Winston Churchill dans les colonnes de la tribune du journal « The Washington

Post ». Pour cet élu républicain, un procès en destitution contre Trump « n'est pas une perte de temps, mais un moyen de l'obliger à rendre des comptes » et d'empêcher l'Amérique de continuer

sur la route « triste et dangereuse » qu'elle a commencé à emprunter. Cette position reste toutefois minoritaire chez les républicains en grande partie soudés derrière l'ancien président. Ils

accusent notamment les démocrates de chercher à tout prix à nuire au parti républicain. Le procès est une « mise en scène politique dangereuse pour la démocratie » dénoncent les avocats du président. Ils estiment que puisque Donald Trump n'est plus à la Maison Blanche, il ne peut pas être poursuivi dans le cadre d'une procédure de destitution.

Une chose est quasi certaine : même si les preuves contre lui ne manquent pas, l'ancien président parviendra tout de même à échapper à la justice. Il faudrait pour cela que 17 sénateurs républicains se rallient aux démocrates, ce qui est plus qu'improbable.

Dans ces cas, à quoi

sert ce deuxième procès en destitution? Pour des raisons d'ordre psychologiques et politiques, selon Julien Boudon, professeur en droit civil à l'Université Paris Saclay. « Il y a un motif psychologique et un motif politique. On ne mesure pas [...] le choc que cela [l'assaut du Capitole] représentait pour les Américains et notamment pour les membres du Congrès. Et Nancy Pelosi l'a très bien dit : on ne peut pas rester les bras croisés, on doit faire quelque chose, il faut que l'on marque le coup, parce que sinon, c'est l'impunité, c'est la porte ouverte à ce que des gestes ou des incitations pareils soient réitérés ».

T.M.

Agro-industrie**«Cajou du centre» a bénéficié d'un financement de 600 millions FCFA à travers le Mifa S.A.**

Dans sa démarche d'accompagner les producteurs à trouver du financement, le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (Mifa S.A.) a appuyé l'entreprise «Cajou du centre». Cette dernière a bénéficié d'un financement de 600 millions FCFA. Le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a visité ce complexe situé à 12 Km de la ville de Sokodé, précisément à Sagbadaï dans la région Centrale, en marge du lancement officiel des travaux de réhabilitation de la route Sokodé-Bassar qui s'est tenu samedi 6 février.

L'accompagnement du Mifa S.A. permet à l'unité de transformation des noix de cajou «Cajou du centre» de moderniser sa production. Mme le Premier ministre a constaté au cours de sa visite les activités de ce complexe agro-industriel de production et de transformation de noix de cajou biologiques en amandes biologiques de cajou.

Située sur une superficie de 2 000 hectares, la ferme «Cajou du centre» met en valeur 553 ha à travers une chaîne complète de

transformation de bout en bout avec des machines automatiques, explique le Mifa S.A.

200 emplois directs et 100 emplois saisonniers sont créés dans le village de Sagbadeï par cette entreprise dont la production est exportée dans les pays d'Europe et aux États-Unis. La majorité des employés sont des femmes

«Ici, c'est une usine de transformation de noix de cajou. Nous transformons les noix en amande de

cajou pour l'exportation. L'essentiel de ce que nous produisons est exporté mais bientôt, une partie restera au Togo pour la consommation locale. J'ai toujours pensé que c'est dans la production qu'il y a le développement. J'ai la conviction que c'est dans ça qu'on peut partager les richesses», a expliqué le promoteur du complexe Ibrahim Kangaye.

«Cajou du centre» dispose d'une chaîne de transformation agricole d'une capacité de production de 8 mille tonnes de noix de cajou par an et 2 000 tonnes d'amande par an.



Des ouvriers de l'entreprise en activité

L'entreprise commercialise entre autres produits de l'amande de cajou biologique, du miel biologique monofloral de l'anacardier,

de la cire biologique, du jus de pommes de cajou, des jus de fruits tropicaux et des boissons gazeuses.

Félix Tagba

Commerce**Les travaux de construction du marché de Kara exécutés à 86, 67%**

Bientôt les commerçantes et commerçants du marché de Kara pourront reprendre leurs activités dans ledit marché. Les travaux de construction de ce marché avancent petit à petit. Selon le ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, l'infrastructure est réalisée à 86, 67%.



Kodjo Adedze en veste (au milieu) sur le chantier

L'avancement des travaux de construction du marché de Kara a été constaté par le ministre Kodjo Adedze lors d'une visite effectuée le lundi 8 février dans la localité. Au cours de sa visite, le ministre a échangé avec les entreprises chargées de la construction de ce marché. Il les a exhortés à accélérer les travaux pour permettre aux commerçantes et commerçants de reprendre leurs activités.

Les travaux de construction de ce marché ont commencé depuis 2016. La construction

du marché de Kara se réalise à travers le Projet d'appui à la reconstruction des marchés et aux commerçants de Kara et de Lomé (Parmco). Ce projet financé par la Banque africaine de développement (BAD) va également permettre de renforcer les capacités des commerçants qui ont été touchés par l'incendie de l'ancien marché.

L'initiative permettra de reconstruire le grand marché de Lomé qui regroupait plus de 10 000 commerçants (dont 90% de femmes) et le

marché central de Kara qui regroupait environ 2 500 commerçants (dont 75% de femmes).

Selon les chiffres de la BAD, le nombre de commerçants victimes directes des sinistres recensé par la commission mise en place par le gouvernement à la suite des sinistres s'élève à 3 016. Les pertes subies par les commerçants des deux marchés sont estimées à 5,9 milliards de FCFA.

Certains commerçants attendent impatiemment la fin des travaux pour reprendre leurs activités.

Félix T.

Projet de développement rural de la plaine de Djagblé**L'aménagement du périmètre hydroagricole presque fin prêt**

Les travaux d'aménagement du périmètre hydroagricole dans le cadre du Projet de développement rural de la plaine de Djagblé sont presque terminés. Selon la Cellule présidentielle d'exécution et de suivi des projets prioritaires (Cpes), le taux d'évolution de ces travaux est estimé à 96,7%.



Les officiels sur le chantier

L'objectif du Projet de développement rural de la plaine de Djagblé est d'améliorer les conditions de vie et les revenus des populations rurales de la zone de Djagblé. «Une visite du site du Projet de développement rural de la plaine de Djagblé a permis d'observer l'évolution des travaux d'aménagement du périmètre hydroagricole dont le taux d'évolution est de 96,7%», a indiqué la Cellule présidentielle d'exécution et de suivi des projets prioritaires sur son compte Twitter.

La Cellule précise que les travaux restants sont principalement : la construction du canal tertiaire sur une distance de 1,5 Km, le renforcement du barrage par les roches et la latérisation de la digue de protection.

«Parallèlement à ces travaux, la mise en valeur du périmètre a commencé : 104 Ha déjà aménagés sont en cours de répartition aux coopératives dont une grande partie pour la production du riz et l'autre pour le maraichage», précise la Cellule.

Le Projet de développement rural de la plaine de Djagblé permettra d'aménager 340 hectares de terres, de réaliser 11 km de réseau d'irrigation, 12,6 km de réseau de drainage et de curer 5 Km de tronçon dans la rivière Zio.

La rédaction

Miction à l'air libre

Les réalités d'un fléau hautement sanitaire et environnemental au Togo

Le jeune Salim Moussa ne sait pas si c'était bien ou mauvais d'inonder d'urine les murs de son quartier Hédzranawoé. L'adolescent surpris lors de sa sale besogne au pied d'un mur où il était bel et bien inscrit "Interdit d'uriner, amende 5000 FCFA", nous confie plus tard qu'il a gardé les habitudes de son père ainsi que de ses cousins. « Cet acte aussi incivique qu'insalubre est contagieux tout comme la peste », a scandé un habitant du même quartier. Uriner en public ne gêne plus nombre de Togolais, que ce soit à Lomé, à Kara ou ailleurs, dans d'autres villes du Togo. Sans doute parce que les latrines publiques sont rares, voire inexistantes. Alors, on se soulage à ciel ouvert, dans la rue, à la plage. Et même comme le petit Moussa contre les murs des maisons.

À Lomé, capitale du Togo, la ville et ses périphéries sentent par endroits l'urine. Se soulager en public se banalise. On ne se gêne plus d'uriner devant les gens, peu importe l'heure ou l'endroit ! À chaque coin de rue, les odeurs d'urines et d'excréments accompagnées de mouches vous accueillent. Dans la capitale togolaise, l'autorité est témoin impuissant de l'enracinement de cette mauvaise habitude. Elle n'ose rien faire. Il devient totalement ordinaire que le chef de quartier s'arrête lui-même pour se « soulager » au coin de la rue, derrière un arbre. Dommage

que les mairies ne prennent pas sérieusement ce phénomène.

Pareil pour ce chauffeur qui fait un arrêt le long de la route, descend et « pisse » sur le mur d'à côté. Dans les parkings, difficile d'avalier son pain à certains endroits, à cause des puanteurs. Sur les pneus de leurs véhicules, chauffeurs et convoyeurs se soulagent. Comme s'il n'en suffisait pas, l'autorité en charge de la sécurité et responsable coercitive des actes inciviques (les policiers) le fait aussi, personne ne peut accuser l'autre d'atteinte à la pudeur.

vertus : bonne source d'énergie, engrais organique ou mieux encore : médicament. Mais elle est aussi porteuse de plus de 3000 composants chimiques. Selon Prosper Sékdja Samon, doctorant en sociologie de l'Environnement à l'Université de Lomé (UL), l'urine étant l'un des liquides biologiques produits par les animaux, incluant les humains, elle constitue la plus grande part des déchets liquides du métabolisme de l'organisme des vertébrés.

« L'envie d'uriner peut surprendre, dit-on, mais de plus en plus, on constate surtout en partant de l'exemple de Lomé que les hommes et les femmes s'adonnent à cette pratique, qui est du moins peu recommandable », lance-t-il, avant de préciser qu'environ 13% de la population mondiale urine en public. Selon le sociologue de l'environnement, il suffit de regarder les murs bardés des inscriptions : « Défense d'uriner sur le long du mur » ; « interdit de pisser ici, amende 5000 » qui sont légion à Lomé pour se convaincre de l'ampleur du phénomène et de l'exaspération des riverains de ces zones transformées en « toilettes d'occasion ».

Quoique les zones rurales soient les plus exposées, Lomé enregistre bon nombre de ses habitants qui se soulagent dans les coins de rues, sur

des terrains vides, le long des voies, dans les caniveaux, et autres endroits aussi impropres qu'incommodes. Sur le plan environnemental, avec sa forte teneur en ammoniac, M. Prosper Samon indique que l'urine cause des préjudices aussi bien au couvert végétal qu'à la souche du sol. Si des études sérieuses dans ce sens ne sont pas encore arrivées à démontrer son impact sur la nappe phréatique, son influence n'est pas tout de même à occulter.

Sur le plan confort, cette pratique est dégradante du fait que celui qui s'y adonne, est obligé d'adopter des postures malsaines, puisqu'aucune règle d'hygiène n'est observée (avoir les derniers gouttes d'urine sur ses chaussures, voire sur les mains, ne pas se laver les mains après, etc.) ; de même que l'odeur qui s'échappe du lieu est totalement handicapante, contribuant ainsi à une pollution atmosphérique. Sur le plan sanitaire, cette pratique expose l'individu aux différentes maladies que l'air ambiant draine et qui peuvent causer un réel préjudice à son organisme. Le risque d'uriner sur des cultures qui peuvent se retrouver dans les plats plus tard avec leurs lots de contamination aussi n'est pas à oublier. De loin, c'est une pratique qui non seulement avilit celui qui s'y adonne, mais l'expose ainsi que l'entourage à des risques de maladies.

Des problèmes sanitaires et environnementaux



Des citoyens togolais urinent en pleine ville dans les caniveaux

Selon les statistiques, l'humanité produirait au quotidien jusqu'à 7 millions de litres d'urine. Pas de quoi paniquer, on parle d'un

nouvel "or vert". Les scientifiques savent tirer profit de tout, mais pas au Togo. L'urine est réputée, porteuse de beaucoup de

Des solutions ?



Des interdictions pour décourager les actes inciviques

La nécessité d'un changement de comportement est

essentielle et cela passe par une prise de conscience

individuelle et une observation éco citoyenne collective. Afin de venir à bout de ce phénomène, un certain nombre de mesures doivent être prises. Le projet « Sdal » mis en place par un certain nombre d'ONG au Togo, notamment Børnefonden, a contribué à sa façon à lutter contre cette pratique. Mais du chemin reste encore à parcourir. L'État togolais se doit de prendre des mesures idoines pour assainir l'environnement. Cela passe essentiellement par la construction de latrines publiques en nombre suffisant.

Interrogé, le chargé des prestations de l'Anasap, M. Akpama, indique que l'institut de salubrité publique joue un rôle important dans le revêtement de la belle image de Lomé mais concernant l'urine sur les lieux publics par des concitoyens non écoresponsables, il est impérieux que des toilettes publiques soient construites dans toutes les artères du pays.

Et à la question que c'est coûteux, il dit qu'il y a un prix à payer pour remédier à ces actes qui en plus de polluer les nappes phréatiques salissent la ville de Lomé et le Togo en général. Et de conseiller : « pour les latrines publiques, il faut que les usagers utilisent du papier lotus pour nettoyer les toilettes pourvues

de cuvette. Si c'est une toilette simple, ils doivent prendre des précautions pour ne pas trimbaler les organes génitaux sur des parties sales ».

Pour Edem D'almeida, le directeur général d'Africa Global Recycling, pour mettre fin à cet acte d'incivisme il va falloir faire recours à la brimade.

«Mettre fin, au fait d'uriner en public au Togo, doit constituer un délit. Il faut que cela soit inscrit dans la loi et que cela devienne punissable. Elle agit sur nos nappes phréatiques. Certes on parle de manque de latrines mais chacun doit pouvoir prendre ses responsabilités et penser à mettre fin à ce problème d'ordre environnemental et sanitaire », déplore-t-il. Entre autres, former et informer les populations sur les dangers liés à cette pratique par le truchement des médias et autres affiches publicitaires, renforcer les capacités des structures étatiques qui ont en charge l'hygiène et l'assainissement, impliquer au plus haut point les Organisations de la Société Civile (OSC) qui ont pour mission la santé et l'assainissement, augmenter les investissements en faveur de cette lutte, mettre un point d'honneur sur des méthodes punitives de ceux qui la



Des élèves urinant le long de la clôture de l'école

pratiquent de sorte à raisonner les contrevenants, faire une capitalisation des bonnes pratiques de sorte à inciter et encourager les populations.

A ce propos, la loi N°2009-007 du 15 Mai 2009 portant code de la santé publique de la République togolaise définit les droits et les devoirs inhérents à la protection et à la promotion de la santé de la population notamment en son article 4. L'État, ne

pouvant pas faire le gendarme derrière tous les Togolais, il revient à la population de se conformer aux règles qui sous-tendent la protection de l'Environnement afin de contribuer au développement du pays en adoptant des gestes écoresponsables. Cela fait partie des luttes à mener afin d'améliorer l'assainissement à l'échelle nationale et mondiale.

Source : Vert Togo

**ACHETEZ & LISEZ
DESORMAIS**



**SUR
MON KIOSK.com**
www.monkiosk.com

**sur le portail
Lome.com**
www.alome.com

WWW.TOGOMATIN.TG

Zoom sur le Togo qui impacte,
brille et ose

Suivez notre actualité sur
whatsapp (infos en DM)
www.togomatin.tg



: @Togomatin1



: Togomatin



: [instagram.com / togomatin](https://www.instagram.com/togomatin)



: www.togomatin.tg

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERETS

(Services de Consultant-Sélection d'un consultant individuel)

Projet renforcement de la résilience du Togo face à l'extrémisme violent dans un contexte d'insécurité sous-régionale

L'un des problèmes qui menace la sécurité de la sous-région Ouest Africaine reste le phénomène de l'extrémisme violent. En effet, la sous-région est toujours en proie à des menaces sur le plan sécuritaire qui nécessitent des actions concertées pour maintenir la paix et la stabilité, conditions indispensables pour le succès de toute stratégie de développement.

Pour le Togo le risque a été confirmé le 15 février 2019 lors d'une attaque contre un poste mobile de douane à Nohao, dans la province de Bourguou au Burkina Faso, proche de la région des savanes du Togo. Cet incident a fait cinq (5) victimes dont quatre (4) douaniers et un prêtre espagnol. Cette description montre que le phénomène n'épargne aucun pays.

Dans ces conditions, l'élaboration de stratégie de sécurité humaine à partir du concept classique de défense d'un Etat peut se révéler fragile face aux moyens et méthodes mis en œuvre par les groupes extrémistes.

A la suite de ces différentes missions et études, le Comité Interministériel de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (CIPLEV) mis en place par le gouvernement togolais en mai 2019, s'est engagé à installer des comités préfectoraux et cantonaux sur toute l'étendue du territoire nationale

C'est ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renforcement de la résilience du Togo face à l'extrémisme violent dans un contexte d'insécurité sous-régionale par la branche togolaise du Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix (WANEP-Togo), avec l'appui financier de l'Ambassade des USA, il est prévu l'élaboration de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (SNPLEV) au profit du CIPLEV.

A cet effet le cabinet AKA Financial Consulting lance un avis à manifestation d'intérêt à l'endroit des consultants individuels pour la réalisation d'une mission relative à « l'élaboration de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (snplev) ».

Qualifications

Le candidat doit :

- Être titulaire d'une Maîtrise ou d'un Master en sociologie, en droit ou tout autre diplôme équivalent,
- Disposer d'une expérience avérée dans l'élaboration des stratégies nationales,
- Avoir une expérience de cinq(05) ans minimum de travail avec les structures de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent,
- Avoir une expérience de travail et de collaboration avec les ministères et les organisations internationales, y compris le système des Nations Unies, sera un atout.

Durée de la mission :

Dès la signature du contrat le consultant disposera d'une période de quatre (04) mois pour exécuter sa mission et livrer les documents ci-dessus mentionnés.

Evaluation

Le contrat sera attribué au/ à la consultant/e dont l'offre répond aux TDR et ayant obtenu le nombre de points le plus élevé (combinaison des notes technique et financière : i) note technique : 70%, ii) note financière : 30%) selon la méthode de sélection basée sur la Qualité et le Coût.

Les informations complémentaires relatives à la mission ainsi que les termes de référence peuvent être obtenus à l'adresse email ci-dessous : akafinancial@yahoo.com au plus tard le Mercredi 10 Février 2021 à 17h T.U.

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS
DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES
MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES
DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?
HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE
Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation
d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME
CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13
Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES
MARCHÉ ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le
Champion)
MARCHÉ DE GOYI SCORE (Juste en face du Super
Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé,
carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA
AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC. Tél : 90
79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;
Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME)
; Tél: 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél
: 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70
61 86

AVIATION
AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

Réflexion

NOUS SOMMES TOUS EMBARQUÉS...

Ils se battaient sur un arbre, le serpent et l'oiseau. Alors qu'à l'ombre de l'arbre, le roi se reposait. Son petit chat a pris peur. Il dit Sa majesté allons les séparer. Le roi lui répondit, qu'est ce qui fait mon affaire, qu'est ce qui me concerne, c'est leur problème.

Le chat courut et appela le coq, vite, vite, viens m'aider sinon, ils vont se blesser. Le serpent et l'oiseau sont dans une grande dispute, faisons quelque chose. Au tour du coq de répondre, qu'est-ce qui fait mon affaire, qu'est ce qui me concerne, c'est leur problème.

Le chat dit : décidément, je ne saurais les séparer tout seul, oh, mon frère cheval, allons les calmer. Même refrain, du côté du cheval.

Pendant que le petit chat cherchait de l'aide, le serpent de l'arbre, est tombé sur le roi et l'a mordu de toute sa colère. Le roi meurt du coup. Le village est en deuil.

On immola le coq pour les cérémonies, le cheval pour les commissions à l'Est, à l'Ouest, au sud et au nord. Epuisé, fatigué, malade, l'on l'accusait de faux malade, et le cheval mourut avant l'enterrement du roi.

Le roi, le coq et le cheval ont commis une grave erreur, celle de non assistance à personne en danger.

Au petit chat d'en tirer la leçon naturelle: Tu vois ton frère en difficulté et tu dis que c'est son problème, tu te trompes, c'est aussi ton problème, puisque, lorsque la case de l'autre brûle sache que la tienne non plus n'est pas en sécurité.

Nous sommes tous unis par un fil invisible et l'amour est la clé du paradis.

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Théâtre/ Djon bé sini don ?

Puis je pars puis je reviens

La comédienne malienne Alima Togola a bien honoré le rendez-vous qu'elle a donné au public togolais. Elle s'est produite sur scène, ce 05 février 2021 dans les locaux de l'Institut français du Togo. Son spectacle intitulé « Djon bé sini don ? » (Qui connaît l'avenir) fut non seulement un moment de rires, mais également une occasion de réflexions sur la condition de la femme africaine en général.

Le spectacle théâtral « Djon bé sini don » (Qui connaît l'avenir) de la Malienne Alima Togola a tenu en haleine le public pendant une heure de temps. De l'infidélité des hommes maliens en passant les conditions de la femme africaine en allant au mariage mixte et les problèmes de l'Afrique, « Djon bé sini don ? » est un cocktail de thématiques assez pointues et délicates. Ecrit par le dramaturge français Michel Beretti, le spectacle « Djon bé sini don ? » est l'histoire d'une jeune africaine qui refuse le rôle dévolu aux femmes de son pays. Jouant tour à tour le rôle de ses ex-futures belles sœurs, de

son ex-future belle-mère, de son ex-futur mari, elle démonte joyeusement le petit système d'oppression que toutes et tous entretiennent. Les siens disent d'une fille rebelle qu'elle est une "blanche". Mais de l'autre côté de la mer, noire, qui sera-t-elle au pays des blancs ? Son mari blanc dit de l'enfant qu'elle porte qu'il sera métis et noir, mais elle, pourra-t-elle dire qu'il sera métis et blanc ? La thématique principale de ce spectacle est celle de la race. Avec des exemples poignants, la comédienne a amené le public à mieux réfléchir sur la question raciale. « Le blanc est trop fort en inventant le noir.

Où s'arrête le noir ? Où commence le blanc ? », peut-on entendre durant le spectacle.

Qui est Alima Dioba Togola ? Née à Kati au Mali en 1994, Alima Togola entre très jeune à l'Institut national des arts (INA) de Bamako en 2010. En 2017, elle obtient une licence au Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia Balla Fasséké Kouyaté. Elle anime des émissions de télévision. Ses vidéos sur les travers de la société, diffusées sur les réseaux sociaux (300 000 followers sur Facebook), l'ont fait connaître en Afrique de l'Ouest et un peu partout dans le monde. En 2018, elle crée au Complexe Culturel BlonBa,



Alima Togola

à Bamako, le monologue « Djon bé sini don ? » (« Qui connaît l'avenir ? ») spectacle réalisé en collaboration avec Michel Beretti, qui sera présenté

en octobre 2019 aux Francophonies en Limousin (Zébrures d'Automne) avant de tourner dans les Instituts français d'Afrique.

Nadia Edodji

Théâtre / Chemins de croix

Un empire dans lequel tout est conditionné ?

Le metteur en scène togolais Edem Modjro a ouvert au public la répétition générale de sa récente création « Chemin de croix », un texte écrit par l'écrivain Kangni Alem.

Si l'auteur crée ses personnages tout en écrivant une histoire, le metteur en scène matérialise cette histoire en faisant porter des masques à des comédiens. C'est la fonction que s'est assigné Edem Modjro à travers la pièce culte « Chemins de croix » de Kangni Alem. Tout y est ! La scénographie, les jeux d'acteurs entre autres ont pu régaler le public dans une réflexion profonde. Grand Prix Tchicaya U Tam'Si du Concours

Théâtral Interafricain en 1990, « Chemins de croix » fut édité par NEA-Togo en 1991, avant d'être revu et publié aux éditions Ndzé en 2005. D'après l'histoire de « Chemins de croix », deux étudiants, Amel et Amouro, sont incarcérés dans de pénibles conditions pour avoir distribué des tracts réclamant un semblant de liberté et de justice dans leur pays. En proie à l'angoisse, les prisonniers vont l'un vers l'autre et se découvrent avant



Les comédiens sur scène

que n'entre en scène un aumônier. Faut-il trahir ou être fidèle dans nos principes ? « Ils (étudiants) réclamaient une meilleure répartition des bourses. Sans tenir

compte de la provenance ethnique des étudiants. L'amélioration des conditions de transport et de restauration. La création d'emplois, la liberté d'expression, la libération

des étudiants enfermés dans les prisons de l'empire », signifiait les comédiens l'un à l'autre dans ce spectacle.

Zoom sur Edem Modjro

Edem Modjro est un mordu de l'art. Il est comédien, acteur de cinéma, conteur, metteur en scène et manager. Après le BAC en 2002, Edem Modjro se lance dans sa professionnalisation en art en multipliant la participation à de nombreux ateliers, des formations stages et l'assistantat des créations.

La rédaction

Lire

« L'éternel mari » de Fiodor Dostoïevski, Ed Beq. Pp 188-189

« ...Son attitude était plus dégagée que la veille, et, en même temps, il était manifeste qu'il était plus intimidé. Ses dehors étaient tout à fait curieux. Il était mis avec une extrême recherche : jaquette d'été, pantalon clair, collant, gilet clair ; gants, lorgnon d'or, linge irréprochable ; même sa personne était toute parfumée. Tout ce personnage avait quelque chose de ridicule

et, en même temps, de bizarre et de déplaisant. Parfaitement, Alexis Ivanovitch, poursuivit-il en s'inclinant, ma venue vous surprend, et je m'en aperçois. Mais il y a des gens entre qui j'estime qu'il persiste toujours quelque chose... ne pensez-vous pas ? Quelque chose de supérieur à toutes les éventualités et à tous les désagréments qui peuvent se produire... ne pensez-vous pas ? Voyons, Pavel Pavlovitch, je vous prie de me dire très vite et sans

phrases ce que vous avez à me dire, fit Veltchaninov, en fronçant les sourcils. Voici, en deux mots : je me marie ; je vais de ce pas chez ma fiancée, à la campagne. Je voudrais que vous me fissiez le très grand honneur de me permettre de vous présenter dans cette maison, et je suis venu vous prier, vous supplier - et il inclina la tête, humblement de m'accompagner... Vous accompagnez où ? dit Veltchaninov, les yeux écarquillés. Chez eux, à leur campagne. Excusez-

moi, je m'exprime mal, avec une précipitation fébrile, gauchement ; mais j'ai si peur que vous me refusiez ! Et il regardait Veltchaninov d'un œil lamentable. Vous voulez que je vous accompagne tout de suite chez votre fiancée ? dit Veltchaninov ébahi, et n'en croyant ni ses oreilles ni ses yeux. Oui, dit Pavel Pavlovitch, tout craintif. Je vous prie, Alexis Ivanovitch, ne vous fâchez pas ; ne voyez pas là de l'audace, mais simplement une prière, bien humble.

J'ai rêvé que peut-être vous ne m'opposeriez pas un refus... D'abord, c'est tout à fait impossible, répondit Veltchaninov, avec agitation. Pourtant c'est mon désir le plus vif, reprit l'autre d'un ton suppliant, et je ne vous en cacherai pas le motif. Je ne voulais vous le dire qu'ensuite, mais je vous prie, très humblement... Et il se leva, respectueusement. Mais de toute façon, c'est impossible, avouez-le !... Veltchaninov s'était levé à son tour... »


SCP DUA/NEVUSU
Recouvrement de créances

Monsieur le Conservateur de la Propriété Foncière et des Domaines du Togo, demeurant et domicilié à Lomé, à la Direction des Affaires Domaniales et Cadastres (Division de la Conservation Foncière), où étant et parlant à :

Copie du présent commandement et ai rappelé à ce dernier de s'abstenir de toute mutation de l'immeuble dont s'agit ou d'y inscrire tout droit réel tant que mainlevée ne sera pas donnée dudit commandement, mais, dès réception du présent exploit, est mandaté d'inscrire tous droits de ma requérante sur le titre foncier sus-spécifiés.

SOUS TOUTES RESERVES
ET POUR QU'ILS NE L'IGNORENT

Je leur ai, étant et parlant comme ci-dessus, laissé copies tant des pièces susvisées que du présent exploit dont le coût est de **120 000 FCFA, timbres compris.**

L'HUISSIER,


③

SCP DUA/NEVUSU
Recouvrement de créances

- Intérêts de retard décomposés du 28.07.2016-30.11.2020 : 11 133 145 FCFA
- 28.07.2016 au 31.12.2016 (3,5%) = 965 372 FCFA
- 1^{er}/01/2017 à 31/12/2017 (3,5437%) = 2 293 191 FCFA
- 1^{er}/01/2018 à 31/12/2018 (3,5437%) = 2 293 191 FCFA
- 1^{er}/01/2019 à 31/12/2019 (4,5%) = 2 912 031 FCFA
- 1^{er}/01/2020 à 30/09/2020 (4,5%) = 2 669 361 FCFA
- Frais de recouvrement (15% de la créance) : 11 376 740 FCFA
- TVA (18% des frais de recouvrement) : 2 047 813 FCFA
- Signification de la mise en demeure en date du 17.04.2018 : 30 000 FCFA
- Signification avec commandement du 19.11.2018 : 60 000 FCFA
- Coût de l'ordonnance d'insertion N°2731/2018 du 04.10.2018 : 2 000 FCFA
- Coût d'insertion de la signification dans TOGO MATIN : 250 000 FCFA
- Signification du commandement au débiteur : 30 000 FCFA
- Coût de l'insertion de la signification dans TOGO MATIN : 75 000 FCFA
- Coût de la vignette de plaidoirie : 5 000 FCFA
- Coût du présent exploit : 120 000 FCFA

L'avertissant que **faute de satisfaire au présent commandement dans le délai de vingt (20) jours impartis**, le présent acte pourra être transcrit à la Conservation Foncière et vusé à partir de sa publication saisie réelle du bien immeuble désigné ci-après :

Désignation :

Le bien objet de la saisie est un immeuble urbain bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier sis à Lomé Adidogomé, d'une contenance de six ares cinquante-sept centiares (06a 57ca), faisant l'objet du Titre foncier numéro 23.969 inscrit au livre foncier de la République Togolaise volume 118 folio 25 :

Tel au surplus que ledit immeuble existe, s'étend, se poursuit et se comporte avec ses aiances, dépendances et appartenances, sans aucune exception ni réserve :

Lui déclarant enfin que l'expressopriation du bien désigné ci-dessus sera poursuivie devant le Tribunal de Première Instance de Lomé sous la constitution de la **SCP DOGBEAOU & ASSOCIES, Société d'Avocats** inscrite au Barreau de Lomé.

Et notifié à :

Monsieur DOGBEVI A. Mohamed, Revendeur, Propriétaire Gérant des Ets RUMEVASA FOODS, débiteur principal demeurant et domicilié à Lomé Quartier Tokoon Dogbevi, Tél. 93 13 44 11, où étant et parlant à : *Le requérant n'ayant pas de domicile en république, nous avons conformément à l'article 58 du Code de Procédure Civile appliqué, la notification par affichage à la porte principale de l'immeuble du Tribunal de Première Instance de Lomé et par insertion dans le journal TOGO MATIN dirigé par le Président du Tribunal de Première Instance de Lomé, et ce suivant ordonnance N° 316/2020 du 03 Février 2021,*

②

COPIE

Recouvrement de créances

COMMANDEMENT AUX FINS DE SAISIE IMMOBILIERE

En deux mill vingt et un (21) heures et 00 minutes

Et le Dix (10) Février

A la requête de la **SOCIETE INTERAFRICAIN DE BANQUE, Société Anonyme** avec Conseil d'Administration au capital de 6 635 000 000 FCFA, ayant son siège social à Lomé, 14, Avenue Sylvanus OLYMPIO, BP. 4874 Lomé, Tél. 22 21 13 41, représentée par son Administrateur Provisoire, demeurant et domicilié audit siège :

Assistée de la **SCP DOGBEAOU & ASSOCIES, Société d'Avocats** inscrite au Barreau de Lomé, représentée par son Gérant, **Maitre Sédjo Koffi DOGBEAOU, Avocat** au Barreau de Lomé, demeurant et domicilié au siège de ladite société sis à Lomé, 482, Rue ADABAWERE, 01 BP. 968 Lomé 01, Tél. 22 21 70 63 ;

Laquelle se constitue pour elle dans le cadre de la présente poursuite et au siège de laquelle domicile est élu, et où pourront être notifiés les actes d'opposition au présent commandement, offres réelles et toutes significations relatives à la saisie :

Agissant en vertu de :

- le **pouvoir spécial en date du 20 novembre 2020** à moi donné ;
- de la grosse dûment en forme exécutoire de la convention de prêt en date du 30 décembre 2015 passée par-devant Maître Ekoué Daniel DOSSEH-ADJANON, Notaire à Lomé ;
- et de la situation client 11943 au 28 février 2018 dont copies certifiées conformes sont également déléguées en annexe à celles des présentes ;

Nous Me Basile Azou AMEKUDJI
Huissier de Justice près la Cour d'Appel
et le Tribunal de 1ère Instance de Lomé,
demeurant et domicilié en l'acte N°106,
5, Rue Maréchal Bagnaud P.O. BOX 1410,
Lomé

Fait commandement à :

Monsieur DEWU Léon Kodjo, Informaticien, demeurant et domicilié à Lomé quartier Allou-Adidogomé, Tél. 90 77 45 45, où étant et parlant à :

De, dans les vingt (20) jours de la signification du présent exploit et pour tout délai, payer à ma requérante ou à son Conseil, la **SCP DOGBEAOU & ASSOCIES, Société d'Avocats** inscrite au Barreau de Lomé, à l'adresse ci-dessus indiquée, la somme totale de quatre-vingt-neuf millions huit cent quarante-un mille quatre cent quatre-vingt-et-un (89.841.489) francs CFA, décomposée comme suit :

- Principal : 64 711 790 FCFA

①

Grâce à la Croix Bleue du Togo

La ligne verte "Allo croix bleue" s'offre aux populations togolaises

La Croix Bleue du Togo a tenu, le lundi 08 février 2021 à Lomé, une conférence de presse de lancement officiel de la ligne verte dénommée "Allo croix bleue". La ligne verte Allo Croix Bleue est née du besoin d'offrir aux populations togolaises en général et aux jeunes en particulier, un standard téléphonique d'écoute, de conseil et d'assistance gratuit en matière de problèmes liés à l'alcool, aux drogues, aux violences basées sur le genre, aux IST/VIH.



Le présidium du lancement

En raison de l'influence grandissante des médias, de la publicité, des pairs et autres facteurs individuels comme sociaux, beaucoup de jeunes sont en proie à l'ignorance ou à la désinformation. Ils sont également exposés à l'expérimentation abusive

de drogues, à la violence sexuelle ou à des comportements sexuels à risque. Selon les études réalisées par la Croix Bleue du Togo en 2018 en milieu scolaire, un taux alarmant de 26% d'adolescents méconnaissent les risques liés à la consommation

de l'alcool et des autres drogues.

« La ligne verte se présente ainsi à la fois comme un produit de prévention et d'accompagnement en direction des populations en général et des personnes en difficulté en particulier ». La Croix Bleue du Togo,

ne disposant pas encore des centres d'accueil des individus ou victimes, elle réfère ces derniers aux centres spécialisés », a expliqué Isidore Motchon, coordonnateur de projet de la Croix Bleue du Togo.

A en croire le représentant du secrétaire permanent du Comité national anti-drogue, « Le Togo s'est doté d'un plan national de lutte contre la drogue. Nous allons suivre de près et soutenir la mise en œuvre du projet. Nous veillerons au respect l'éthique et au professionnalisme dans le traitement des informations en toute confidentialité ».

La ligne verte est accessible gratuitement sur le 80 00 95 95. De nombreux répondants professionnels sont mis à disposition pour assurer la fluidité du service, grâce au soutien financier de la

Croix Bleue internationale. Toute personne peut joindre la ligne verte 24h/24 et bénéficiera des conseils et de l'assistance.

La Croix Bleue du Togo fait partie d'une famille internationale forte de 144 ans d'expérience. Elle est la première organisation anti-drogue au Togo qui exécute au-delà des sensibilisations ordinaires, un programme précis d'éducation axé sur le développement des compétences de vie courante (Life Skills) en milieu scolaire et extrascolaire.

En matière d'accompagnement, elle dispose d'un personnel formé sur des curricula du programme "Universal Treatment Curriculum", pour le traitement des troubles liés à la consommation des substances.

Attipoe Edem Kodjo

Criminalité

Des cambrioleurs âgés d'une vingtaine d'années arrêtés par la police à Avépozo

Ces jeunes, selon les forces de l'ordre, passaient leurs temps à cambrioler les populations à Avépozo, jusqu'à ce que les agents du commissariat leur mettent la main dessus.

Selon un communiqué publié hier mardi par la direction de la police nationale, Samuel et Kossi (les deux cambrioleurs arrêtés), âgés respectivement de 20 et 21 ans, tous apprentis chauffeurs demeurant à Avépozo, ont été arrêtés le 1er février 2021 par les agents du commissariat de police de la localité. Leur crime, le cambriolage des expatriés en particulier.

« Dans la nuit du 30 octobre 2020, aux environs de 23 heures, le domicile d'un ressortissant français a été cambriolé par trois individus à Avépozo, une banlieue située au sud-est

de Lomé... Les cambrioleurs l'ont agressé à la machette avant d'emporter plusieurs objets, dont deux bouteilles de gaz et un téléphone portable et une somme de 110 000 F CFA (cent dix mille francs CFA) », informe la direction de la police nationale dans un communiqué.

« Près d'un mois plus tard, soit le 29 novembre 2020, alors qu'une enquête était ouverte, les mêmes individus sont revenus chez la victime, dans le même domicile, pour un second cambriolage. Cette fois-ci, ils ont réussi à emporter un autre téléphone portable et un portefeuille contenant

un passeport français, une carte de séjour, un permis de conduire, une carte bancaire, ainsi que plusieurs autres documents importants... », lit-on en outre dans le communiqué. Après des enquêtes et une perquisition des domiciles de Samuel et Kossi, la police a découvert le portefeuille de la victime contenant toutes les pièces emportées lors du deuxième cambriolage.

« Lors d'une perquisition faite à leur domicile, interrogés sur la provenance de ces documents, ils nous déclarent les avoir volés au domicile de la victime



Les deux cambrioleurs

et que les autres objets volés ont été vendus à des inconnus au port autonome de Lomé.

Les enquêtes sont toujours en cours pour interpellier le troisième cambrioleur ainsi que les receleurs »,

ajoute la Police nationale qui informe en outre que les deux cambrioleurs déjà interpellés, seront présentés au procureur de la République pour répondre de leurs actes.

Rachid Zakari

En dehors des rencontres

Suite de la page 3

Qu'attend Jean-Pierre Fabre pour s'illustrer vraiment sur le terrain ?

... comme monsieur Fabre le rappelait souvent et logiquement d'ailleurs aux dirigeants de notre pays, la population de la commune du Golfe 4 attend du concret. La commune du Golfe 4 est l'une des communes les plus riches du pays. Beaucoup d'infrastructures y sont déjà

implantées. Des marchés, services publics et privés, des hôtels, magasins etc... y foisonnent. Les ressources ne devraient donc pas manquer pour permettre au président de l'ANC d'améliorer les infrastructures socio-éducatives, culturelles, sportives, constituer une

véritable voirie urbaine et mettre en place un bon système d'assainissement des quartiers. Monsieur Fabre a reconnu qu'en dehors des taxes que doit leur reverser l'Office togolais des recettes (OTR), il y a aussi les taxes communales que ses services techniques

collectent. Il faudra en faire une gestion saine pour le bien-être de la population.

Cela fera bientôt deux ans que le maire de la commune du Golfe 4, tout comme ses autres collègues d'ailleurs sont en place. Le temps passe vite et il faudrait

aller vite. Sinon d'ici la fin du mandat, Jean-Pierre risquerait de ne pas avoir de bilan à défendre. Et ce n'est pas du tout une bonne publicité pour lui qui souhaite certainement toujours briguer la magistrature suprême.

E. Dadzie



PRINCIPALES MESURES FISCALES ET DOUANIERES LOI DE FINANCES EXERCICE 2021

#CQFS

Le **plancher de la Taxe Professionnelle Unique (TPU)** du régime déclaratif passe de ~~300 000 FCFA~~ à **20 000 FCFA.**

Office Togolais des Recettes - OTR 8201 +228 90 99 41 01 FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

tm TOGOMATIN **DIRECT AGENCE**
Agence conseil en communication

Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires !
Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togo Matin ?

Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé
(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00